

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR DU C.R.H.H NORD – PAS – DE - CALAIS

Références

Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, notamment son article 61 portant création des comités régionaux de l'habitat.

Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,

Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

Décret n° 2005-260 du 23 mars 2005 relatif au comité régional de l'habitat et modifiant le code de la construction.

Décret n° 2014-1369 du 14 novembre 2014 relatif aux compétences, à la composition et au fonctionnement des comités régionaux et des conseils départementaux de l'habitat et de l'hébergement

Préambule

Le comité régional de l'habitat et de l'hébergement est chargé d'émettre chaque année, sur la base d'un rapport présenté par le préfet de région, un avis sur les affaires suivantes (article R 362.1 du code de la construction et de l'habitation) :

- **1** – la satisfaction des besoins en logement et en hébergement des différentes catégories de population ;
- **2** – les orientations de la politique de l'habitat et de l'hébergement dans la région et des actions engagées par l'Etat et les collectivités territoriales ;
- **3** – la programmation annuelle et pluriannuelle des différentes aides publiques au logement et des moyens du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement dans la région et la coordination de ces financements, en particulier ceux de l'Etat, de ses établissements publics, des collectivités territoriales et de leurs groupements et de la participation des employeurs à l'effort de construction
- **4** – les modalités d'application dans la région des principes qui régissent l'attribution des logements locatifs sociaux ;
- **5** – les politiques menées dans la région en faveur du logement et de l'hébergement des populations défavorisées et des populations immigrées.

Le comité régional de l'habitat et de l'hébergement est également consulté : (art R 362.2 du code de la construction et de l'habitation) :

- 1 – sur le projet de répartition des crédits publics entre les établissements de coopération intercommunale et les départements en application du 3ème alinéa de l'article L 301.3 (dans le cadre des délégations de compétence) du code de la construction et de l'habitation ;
- 2 – sur les projets de programmes locaux de l'habitat (PLH) établis en application de l'article L 302.2 ; sur les projets de plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUI) en tant qu'ils tiennent lieu de PLH en application de l'article L. 123-9 du code de l'urbanisme ;
- 3 - sur les bilans triennaux des PLH établis en application de l'article L. 302-3 du code de la construction et de l'habitation ;
- 4 – sur la décision de dénonciation d'une convention de délégation par le représentant de l'Etat, en application du II de l'article L. 301-5-1 ou du III de l'article L. 302-4-2 du code de la construction et de l'habitation;
- 5 – au vu des bilans triennaux réalisés pour les PLH prévus à l'article L 302.9, sur les projets d'arrêtés prévus à l'article L 302.9.1 (SRU) du code de la construction et de l'habitation ;
- 6 – sur toute création, dissolution ou modification de compétences des organismes d'H.L.M. exerçant ou demandant à être autorisés à exercer leur activité dans la région. Toutefois, l'avis du comité n'est pas requis lorsque la dissolution ou la modification de compétence est prononcée à titre de sanction en application de l'article L. 342-14 du code de la construction et de l'habitation ;
- 7 – sur les demandes ou modifications des agréments relatifs à la maîtrise d'ouvrage visé à l'article L. 365-2 du code de la construction et de l'habitation ;
- 8 – sur les projets de plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;
- 9 – sur le bilan, présenté par le délégué régional de l'Agence nationale de l'habitat ou son représentant, de l'utilisation des aides versées au parc privé et de celles participant à la lutte contre l'habitat indigne au sein de ce parc, ainsi que de celle des aides aux établissements d'hébergement visées au III de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation ;
- 10 - sur l'arrêté pris par le représentant de l'Etat dans la région en application du second alinéa du III de l'article 199 novovicies du code général des impôts (modulations locales des plafonds de loyer du dispositif d'investissement locatif) ;
- 11 - sur l'arrêté pris par le représentant de l'Etat dans la région en application du deuxième alinéa du IV de l'article 199 novovicies du code général des impôts (agrément des communes dans le cadre du dispositif d'investissement locatif) ;
- 12 - sur la demande d'agrément des observatoires des loyers, en application du troisième alinéa de l'article 16 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée ;
- 13 - sur la liste des terrains mobilisables en faveur du logement établie par le représentant de l'Etat dans la région en application des dispositions du 2° du II de l'article L. 3211-7 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- 14 - sur les rapports établis annuellement par les représentants de l'Etat dans les départements sur l'application du supplément de loyer, en application de l'article L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation ;

- 15 - sur les rapports établis annuellement par les représentants de l'Etat dans les départements et, le cas échéant, par les présidents de conseil des métropoles, sur les ventes de logements d'H.L.M, en application des articles L. 443-7 et L. 443-15-2 du code de la construction et de l'habitation ;
- 16 - sur les rapports annuels d'activité des fonds de solidarité pour le logement en application de l'article 6 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 ;
- 17 - sur les projets d'intérêt majeur (nombre de logements et pourcentage de logements sociaux à réaliser dans le cadre du projet) en application du 2° de l'article L. 350-3 du code de l'urbanisme

Ière Partie : Fonctionnement du C.R.H.H

1) Composition du C.RH.H

Les membres du CRHH plénier sont nommés pour une période de six ans par arrêtés du préfet de région.

Toute personne siégeant au nom d'un organisme membre et perdant la qualité au titre de laquelle il a été désigné, ne peut plus siéger et doit être remplacé pour la durée du mandat restant à courir. Il revient alors à chaque organisme membre de communiquer au secrétariat du CRHH les coordonnées de la personne nouvellement désignée pour siéger en son nom.

La liste nominative des personnes désignées pour siéger au comité plénier sera actualisée et mise en ligne sur le site internet de la DREAL Nord Pas de Calais.

2) L'organisation et le fonctionnement des réunions du C.R.H.H

Le CRHH se réunit sur convocation et sous la présidence du préfet de région ou de son représentant. Le préfet du département du Pas-de-Calais et le secrétaire général de la préfecture du Nord sont membres de droit du CRHH.

Les séances ne sont pas publiques.

Seuls les membres titulaires sont convoqués aux réunions du comité. Chaque membre s'engage à siéger au CRHH et à participer activement aux travaux. En cas d'empêchement, chaque membre titulaire veillera à se faire représenter par son suppléant.

Pour assurer une bonne continuité des travaux, les membres titulaires et les membres suppléants sont destinataires des convocations, des ordres du jour et des comptes rendus de chaque réunion du CRHH. Participent également au CRHH, avec voix consultative, les personnalités qualifiées, le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant, le directeur régional de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant, les directeurs départementaux de la cohésion sociale ou leurs représentants, les directeurs départementaux des territoires et de la mer ou leurs représentants, le délégué régional et les délégués départementaux de l'ANAH ou leurs représentants.

Le CRHH se réunit au moins une fois par an. Il est convoqué par son président qui, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion, adresse aux membres du comité une

convocation écrite comportant l'ordre du jour Les documents nécessaires à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour sont mis en ligne sur l'espace collaboratif du CRHH Nord Pas de Calais au moins une semaine avant la réunion.

Le secrétariat est assuré par la DREAL. Lors de chaque réunion, une liste de présence et un compte rendu sont établis par le secrétariat. A l'ouverture de chaque réunion, le président fait adopter le compte rendu de la réunion précédente.

3) Le rôle du président

Le président a pour mission de faire respecter l'ordre du jour et le règlement intérieur, d'organiser le bon déroulement des débats et des votes, d'acter les décisions du CRHH et d'en assurer la communication.

4) Les modalités de vote

Le CRHH se prononce sur les questions soumises à son avis; il a recours au vote si nécessaire. Les avis sont alors adoptés à la majorité des suffrages exprimés. Seuls participent au vote les membres titulaires ou leurs suppléants quand ils remplacent le titulaire.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Au cours de la première séance plénière suivant son installation, le CRHH vote sur le projet de règlement intérieur proposé par le bureau. Dans ce cas, la majorité absolue est requise.

5) Consultation écrite

Le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement peut être consulté par écrit en cas de nécessité, notamment dans le cas d'un calendrier de réunion du CRHH plénier incompatible avec le respect des délais réglementaires de mise en œuvre du dossier concerné.

Chaque consultation écrite précisera les modalités de vote, les délais de réponse et toutes précisions utiles à la mise en œuvre de la consultation écrite.

6) Dispositions diverses

Au cours du mandat, toute proposition de modification du présent règlement intérieur du CRHH peut être présentée soit par le bureau, soit par 2/3 au moins des membres du CRHH.

II ème partie : Le bureau

1) Composition, désignation et durée du mandat des membres du bureau

Le comité procède à la désignation en son sein des membres du bureau qui est composé de 13 membres répartis comme suit :

- le président : le préfet de région, représenté par le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

- 4 membres titulaires et 4 membres suppléants désignés par chacun des collèges.

Les membres du bureau ont été désignés au cours de la séance plénière du CRH en date du 15 février 2012.

2) Fonctionnement et attributions du bureau

Le bureau est convoqué par son président. Sont convoqués les membres titulaires et les membres suppléants ; cependant, seuls les membres titulaires, ou les suppléants quand ils remplacent les titulaires, peuvent prendre part aux votes le cas échéant. Le bureau peut inviter ponctuellement tout membre du CRHH ou toute personne extérieure dont la compétence est jugée utile à ses travaux. Les membres invités assistent aux débats à titre consultatif

Le bureau est chargé d'organiser les travaux du CRHH . A ce titre :

- il peut proposer la création de commissions spécialisées dont il coordonne les travaux. Il reçoit leurs rapports et en prépare la synthèse pour présentation au CRHH ;
- il propose un règlement intérieur soumis pour décision au comité dès la réunion qui suit son installation ;
- il exprime des avis sur les dossiers pour lesquels il a reçu délégation du comité

Le bureau se réunit au moins 4 fois par an et rend compte de son activité au CRHH.

Le bureau se prononce sur les questions soumises à son avis et a recours au vote si nécessaire. Dans ce cas, les modalités de vote sont les mêmes que pour le CRHH plénier.

Le secrétariat est assuré par la DREAL. Lors de chaque réunion, une liste de présence et un compte rendu sont établis par le secrétariat.

3) Délégations

Le comité donne délégation au bureau pour émettre les avis relatifs :

- aux projets de programmes locaux de l'habitat (PLH) ainsi qu'aux bilans de PLH
- aux projets de plans locaux d'urbanisme intercommunaux tenant lieu de programmes locaux de l'habitat
- à la décision de dénonciation d'une convention de délégation par le représentant de l'Etat
- aux projets d'arrêtés de carence pour les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU
- aux créations, dissolutions ou modifications de compétences des organismes d'H.L.M. exerçant ou demandant à être autorisés à exercer leur activité dans la région
- aux projets de plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées
- aux demandes ou modifications des agréments relatifs à la maîtrise d'ouvrage

- au bilan, présenté par le délégué régional de l'Agence nationale de l'habitat ou son représentant, de l'utilisation des aides versées au parc privé et de celles participant à la lutte contre l'habitat indigne au sein de ce parc, ainsi que de celle des aides aux établissements d'hébergement visées au III de l'article R. 321-12
- aux arrêtés pris par le représentant de l'Etat dans la région en application du second alinéa du III de l'article 199 novovicies du code général des impôts
- aux arrêtés pris par le représentant de l'Etat dans la région en application du deuxième alinéa du IV de l'article 199 novovicies du code général des impôts
- à la demande d'agrément des observatoires des loyers, en application du troisième alinéa de l'article 16 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée
- à la liste des terrains mobilisables en faveur du logement établie par le représentant de l'Etat
- aux rapports établis annuellement par les représentants de l'Etat dans les départements sur l'application du supplément de loyer
- aux rapports établis annuellement par les représentants de l'Etat dans les départements et, le cas échéant, par les présidents de conseil des métropoles, sur les ventes de logements d'H.L.M
- aux rapports annuels d'activité des fonds de solidarité pour le logement
- aux projets d'intérêt majeur

III ème partie : Les commissions spécialisées et les sections départementales

1) Les commissions spécialisées

➤ Dispositions d'ordre général

Sur des questions qu'il juge prioritaires, le comité peut créer en son sein des commissions spécialisées, éventuellement sur proposition du bureau. Il en fixe les attributions, la durée, la composition et les règles de fonctionnement.

Chaque commission est présidée par le préfet de région ou son représentant. Chaque commission désigne un rapporteur en son sein. Les commissions comprennent au moins deux membres de chacun des collèges définis à l'article R.362-3, nommés pour une durée de trois ans.

Le président de chaque commission peut décider d'inviter des personnalités qualifiées extérieures au CRHH.

Les travaux de ces commissions sont rapportés devant le bureau qui les validera avant restitution devant le CRHH.

➤ Dispositions spécifiques

En application de l'article 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, une commission chargée d'assurer la coordination des plans locaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ainsi que leur évaluation, y compris à mi-parcours est créée au sein du CRHH.

Cette commission, présidée par le préfet de région ou son représentant, est composée des préfets de département, du président du conseil régional, des présidents des conseils généraux, ou de leurs représentants, qui sont membres de droit de cette commission.

Les autres membres de cette commission sont désignés au sein du comité régional de l'habitat et de l'hébergement par le préfet de région.

2) Les sections départementales

En vertu de l'article L.302-12 du code de la construction et de l'habitation (article 68 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006), une section départementale peut-être créée dans l'objectif d'assurer les concertations en vue de l'élaboration du plan départemental de l'habitat.

Chaque section est présidée conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et par le président du conseil général. La composition de la section départementale est fixée par le représentant de l'Etat dans le département et le président du conseil général, cette section doit notamment comprendre les membres du CRHH issus du département.